LEGISLATION
3 JUIL 1952
Transmis à Bureau de Coo
Overgemaakt aan de dinatie I

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut des spécialistes militaires", a donné en sa séance du 17 juin 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e Mei 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut der militaire specialisten" heeft ter zitting van 17 Juni 1952 het volgend advies gegeven:

Conformément à l'avis émis sous le numéro L.2897 au sujet d'un projet d'arrêté royal relatif aux examens des candidats officiers des cadres actifs de la force navale par la voie du cadre en exécution de la loi du 14 juin 1951, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'insérer dans le présent projet l'article 28 du projet susdit.

\+

\+ +

Dans l'avis rendu sous le numéro L.2860 au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 1951 déterminant les grades auxquels sont assimilés, pour le règlement de leur pension militaire, les musiciens militaires du 1er régiment des guides ainsi que les ouvriers et artisans militaires, le Conseil d'Etat estime que ce projet ne peut être considéré comme une modification à l'arrêté royal du 14 juillet 1951 mais doit être inséré dans le projet relatif au statut des spécialistes militaires.

Le Conseil d'Etat suggère en conséquence d'insérer ces dispositions dans le présent projet où elles forment l'article 8 du texte qu'il propose.

\+

\+ +

.../...

L'article 11 du projet est une disposition d'ordre pécuniaire. Le Conseil d'Etat estime qu'elle trouverait mieux sa place dans le projet d'arrêté royal octroyant un supplément de rémunération aux militaires de rang subalterne faisant partie du cadre des spécialistes militaires, qui est soumis à son avis sous le numéro L.2928. Il propose de l'y insérer.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de supprimer l'article 12 du projet,qui n'a aucune portée réglementaire.

\+

\+ +

La rétroactivité attachée au projet par son article 14 n'est à l'abri de la critique que dans la mesure où elle n'a pas pour résultat de violer les droits acquis des militaires sur base de la réglementation existante.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT DES SPECIALISTES MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, modifiée par les lois des 11 avril 1936 et 12 février 1951;

Vu la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1924 fixant la limite d'âge d'admission à la pension des militaires de rang subalterne et des artisans militaires;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1951 déterminant les grades auxquels sont assimilés, pour le règlement de leur pension militaire, les musiciens militaires du 1er régiment des guides ainsi que les ouvriers et artisans militaires;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1951 relatif à la pension et à l'âge de la retraite des officiers et militaires de rang subalterne de la force navale;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le cadre des spécialistes militaires de chacune des trois forces armées comprend des sous-officiers de carrière et des militaires de rang subalterne qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement.

Article 2.-

Les spécialistes militaires sont rangés, du point de vue professionnel, en quatre catégories :

1° catégorie A : spécialistes hautement qualifiés;

2° catégorie B : spécialistes qualifiés;

3° catégorie C : spécialistes semi-qualifiés;

4° catégorie D : spécialistes de qualifications diverses.

Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine pour chaque force :

.../...

1° les spécialités;

2° la ou les catégories professionnelles de chaque spécialité;

3° les effectifs dans chaque catégorie ainsi que leur répartition par grade.

Article 4.-

Pour être admis dans le cadre des spécialistes militaires, le candidat doit satisfaire à une épreuve professionnelle déterminée par le Ministre de la Défense nationale.

Il ne peut être admis que si un emploi de sa spécialité est vacant.

Article 5.-

Les spécialistes militaires cessent de faire partie du cadre des spécialistes militaires :

1° par perte de la qualité de militaire de carrière;

2° par transfert dans une autre subdivision du personnel subalterne des cadres actifs;

3° par changement ou interruption de carrière.

Article 6.-

Les spécialistes militaires peuvent être transférés soit d'une spécialité dans une autre, soit du cadre des spécialistes dans une autre subdivision du personnel subalterne des cadres actifs :

.../...

1° dans l'intérêt du service;

2° par suite d'une peine disciplinaire;

3° pour faute d'ordre professionnel ou manque habituel de rendement professionnel;

4° pour inaptitude physique dans sa spécialité.

Article 7.-

L'avancement des spécialistes militaires qui ne font pas partie du corps des sous-officiers de carrière est réglé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 8.-

Les spécialistes militaires visés au présent arrêté sont mis à la retraite à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de soixante ans.

Article 9.-

En exécution de l'article 27, §1er, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1951, les durées minima à accomplir par les sous-officiers spécialistes dans le grade de maître ou de premier maître pour pouvoir être nommés au grade supérieur sont fixées comme suit :

1° pour le sous-officier spécialiste mécanicien de marine, en possession du brevet de mécanicien de marine de 2ème classe délivré par l'Administration de la marine, deux ans dans le grade de maître et quatre ans dans le grade de premier maître ou trois ans dans chacun de ces deux grades;

.../...

2° pour le sous-officier spécialiste mécanicien de marine, en possession du brevet de mécanicien de marine de 1ère classe délivré par l'Administration de la marine, deux ans dans le grade de maître et un an dans le grade de premier maître;

3° pour le sous-officier spécialiste technicien autre que le mécanicien de marine qui a satisfait à l'examen prévu à l'article 10, 2°, b, de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, sans se classer parmi le nombre des candidats qui peuvent être admis comme candidats officiers, trois ans dans le grade de premier maître.

Article 10.-

Les spécialistes militaires des catégories A, B et C bénéficient d'un supplément de rémunération sous forme d'une allocation de spécialiste militaire.

Article 11.-

Les ouvriers militaires appointés recrutés par application de l'arrêté royal du 29 avril 1928, les maréchaux ferrants recrutés par application de l'arrêté royal du 21 janvier 1921 modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1935, ainsi que les spécialistes recrutés en vertu des dispositions réglementaires antérieures au 10 mai 1940, peuvent être admis dans le cadre des spécialistes militaires prévu par le présent arrêté s'ils possèdent les aptitudes professionnelles requises.

Le Ministre de la Défense nationale fixe les bonifications d'ancienneté qui doivent leur être

.../...

accordées au moment de leur passage dans le cadre des spécialistes militaires pour leur donner, dans le classement général des spécialistes militaires de la force terrestre, une place qui tient compte des connaissances qu'ils ont acquises avant ce passage.

Les militaires qui, par application des dispositions réglementaires antérieures au 10 mai 1940, ne pouvaient pas obtenir un grade, n'ont pas droit à ces bonifications.

Article 12.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 30 août 1948 fixant le statut des spécialistes militaires, modifié par l'arrêté du Régent du 22 février 1950 et par l'arrêté royal du 18 septembre 1950;

2° l'article 9 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951.

Article 13.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er octobre 1951, à l'exception des articles 8, 9 et 12, 2°, qui entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

Article 14.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Overeenkomstig het advies, onder nummer L.2897 uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de examens der candidaat-officieren van het actief kader der zeemacht langs het kader om in uitvoering van de wet van 14 Juni 1951, adviseert de Raad van State in onderhavig ontwerp artikel 28 van voornoemd ontwerp in te voegen.

\+

\+ \+

In het advies gegeven onder nummer L.2860 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 tot bepaling van de graden waarmede de militaire muzikanten van het eerste gidsenregiment en de militaire werklieden en ambachtslieden worden gelijkgesteld voor de regeling van hun militair pensioen, geeft de Raad van State als zijn mening te kennen dat genoemd ontwerp niet kan worden beschouwd als een wijziging van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 doch in het ontwerp betreffende het statuut van de militaire specialisten moet worden ingevoegd.

De Raad van State stelt derhalve voor, die bepalingen op te nemen in het onderhavige ontwerp; in de hierna aanbevolen tekst vormen zij artikel 8.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 11 van het ontwerp is een bepaling van geldelijke aard. De Raad van State is van oordeel dat zij een geschiktere plaats zou vinden in het ontwerp van koninklijk besluit tot toekenning van een bijkomende bezoldiging aan de militairen van lagere graad die tot het kader der militaire specialisten behoren, welk ontwerp onder nummer L.2928 voor advies aan de Raad is voorgelegd. Hij stelt voor, die bepaling daarin op te nemen.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, artikel 12 van het ontwerp, dat geen enkele reglementaire strekking heeft, te schrappen.

\+

\+ \+

Tegen de terugwerkende kracht door artikel 14 aan het ontwerp verbonden, kan geen bezwaar worden gemaakt voor zover zij tenminste niet als gevolg heeft dat inbreuk wordt gemaakt op de rechten, door de militairen op grond van de bestaande reglementering verkregen.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp nog opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE HET STATUUT VAN DE MILITAIRE SPECIALISTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, gewijzigd bij de wetten van 11 April 1936 en 12 Februari 1951;

Gelet op de wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 Januari 1924 tot vaststelling van de grensleeftijd voor oppensioenstelling van de militairen van lagere rang en van de militaire ambachtslieden;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 tot bepaling van de graden waarmede de militaire muzikanten van het eerste gidsenregiment en de militaire werklieden en ambachtslieden worden gelijkgesteld voor de regeling van hun militair pensioen;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 December 1951 betreffende het pensioen en de leeftijd van het rustpensioen der officieren en militairen van lagere graad van de zeemacht;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het kader der militaire specialisten van elke der drie krijgsmachten omvat beroepsonderofficieren en militairen van lagere graad, die op grond van een dienstverbintenis of van een nieuwe dienstverbintenis dienen.

Artikel 2.-

De militaire specialisten worden uit hoofde van hun beroep ingedeeld in :

1° categorie A : eersterangs-geschoolde specialisten;

2° categorie B : geschoolde specialisten;

3° categorie C : half-geschoolde specialisten;

4° categorie D : specialisten van diverse soorten.

Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt voor elke krijgsmacht :

1° de specialiteiten;

2° de beroepscategorie of -categorieën van elke specialiteit;

.../...

3° de getalsterkte in iedere categorie alsmede de verdeling er van over de verschillende graden.

Artikel 4.-

Om in het kader der militaire specialisten opgenomen te worden, moet de candidaat geslaagd zijn voor een beroepsexamen, door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Hij kan alleen worden opgenomen indien een betrekking van zijn specialiteit openstaat.

Artikel 5.-

De militaire specialisten houden op deel uit te maken van het kader der militaire specialisten :

1° door verlies van de hoedanigheid van beroepsmilitair;

2° door overgang naar een andere onderafdeling van het lager personeel van het actief kader;

3° door verandering of onderbreking in de loopbaan.

Artikel 6.-

De militaire specialisten kunnen hetzij van de ene militaire specialiteit naar de andere, hetzij van het kader der militaire specialisten naar een andere onderafdeling van het lager personeel van het actief kader overgaan :

.../...

1° in het belang van de dienst;

2° ingevolge een tuchtstraf;

3° wegens een beroepsfout of habitueel tekort aan beroepsrendement;

4° wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de specialiteit.

Artikel 7.-

De bevordering van de niet in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen militaire specialisten wordt door de Minister van Landsverdediging geregeld.

Artikel 8.-

De bij dit besluit bedoelde militaire specialisten worden op rustpensioen gesteld op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt.

Artikel 9.-

Ter uitvoering van artikel 27, § 1, tweede lid, van de wet van 9 Juli 1951, is de minimum diensttijd die de onderofficieren-specialisten in de graad van meester of eerste-meester moeten volbrengen om in de lagere graad te worden benoemd, vastgesteld als volgt :

1° voor de onderofficier-specialist scheepswerktuigkundige, houder van het door het Bestuur van het zeewezen uitgereikt brevet van scheepswerktuigkundige tweede klasse, twee jaar in de graad van meester en vier jaar in de graad van eerste-meester ofwel drie jaar in ieder van deze beide graden;

.../...

2° voor de onderofficier-specialist scheepswerktuigkundige, houder van het door het Bestuur van het zeewezen uitgereikt brevet eerste klasse, twee jaar in de graad van meester en een jaar in de graad van eerste-meester;

3° voor de onderofficier-specialist technicus die geen scheepswerktuigkundige is en voldaan heeft bij het examen bedoeld in artikel 10, 2°, b, van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, zonder gerangschikt te zijn onder het aantal candidaten die als candidaat-officier kunnen aangenomen worden, drie jaar in de graad van eerste-meester.

Artikel 10.-

De militaire specialisten der categorieën A, B en C genieten een bijkomende bezoldiging in de vorm van een toelage voor militair specialist.

Artikel 11.-

De weddetrekkende militaire werklieden aangeworven bij toepassing van het koninklijk besluit van 29 April 1928, de hoefsmeden aangeworven bij toepassing van het koninklijk besluit van 21 Januari 1921 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 Juni 1935, alsmede de specialisten aangeworven krachtens de reglementsbepalingen van vóór 10 Mei 1940, kunnen in het bij dit besluit bepaalde kader der militaire specialisten worden opgenomen indien zij de nodige beroepsbekwaamheid bezitten.

.../...

De Minister van Landsverdediging bepaalt welke anciennniteitsbijslag hun bij hun overgang naar het kader der militaire specialisten moet worden toegekend om hun in de algemene rangschikking der militaire specialisten van de landmacht een plaats te geven welke rekening houdt met de kennis die zij vóór die overgang hebben verworven.

De militairen die bij toepassing van de reglementsbepalingen van vóór 10 Mei 1940 geen graad konden bekleden, hebben geen recht op die bijslag.

Artikel 12.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 30 Augustus 1948 houdende vaststelling van het statuut der militaire specialisten gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 Februari 1950 en bij het koninklijk besluit van 18 September 1950;

2° artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951.

Artikel 13.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 October 1951,met uitzondering van de artikelen 8, 9 en 12, 2°, welke in werking treden de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 14.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	A.BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

R.DECKMYN.